

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

N° 100

24 JANVIER 1974 / CCP FRONT ROUGE 31-191-14-LA SOURCE / BP 464-75065 PARIS CEDEX 02

1,50 F.

**non au
franc
flottant,
plan de
hausse
des prix**

**non au
13eme mois
pour l'ex-
portation,
plan d'inten-
sification
du travail**



Lens : les ouvrières du Janel et le Cottier, comme celles de Bailleul, contre le chômage

A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE

2 MILLIONS DEJA SOUSCRITS POUR QUE FRONT ROUGE CONTINUE. IL FAUT ENCORE 8 MILLIONS

Nos appels des numéros 98 et 99 commencent à être entendus : en moins de 10 jours, 2 millions ont été collectés. Nous remercions chaleureusement les camarades qui ont répondu immédiatement à nos appels. Merci aux nombreux lecteurs qui, aussitôt, nous ont adressé un chèque, aux amis qui ont versé à nos collecteurs, à ceux qui ont envoyé des lettres affirmant que Front Rouge devait absolument continuer, à nos diffuseurs de Lyon, de Massy, de Montceau, de Vitry, de Paris, de Martigues qui ont mis aussitôt en œuvre un plan de sauvetage de la presse communiste.

Mais nous sommes encore très loin du compte ! Ces deux millions permettent de régler quelques unes de nos dettes les plus urgentes, et de payer ce numéro. Camarades, ne relâchez pas votre effort, c'est huit millions qu'il nous faut encore pour sauver Front Rouge, sinon l'effort accompli jusqu'à présent sera vain : Front Rouge disparaîtra.

Nous n'avons actuellement aucune avance de trésorerie, et compte-tenu de nos dettes, de celles qui doivent être réglées avant le 31 janvier, nous ne pouvons pas affirmer que Front Rouge paraîtra la semaine prochaine, et il n'est pas question, cette semaine encore, d'augmenter le tirage pour que Front Rouge soit convenablement distribué par les NMPP.

Il est absolument nécessaire que, dans toute la France, nos diffuseurs, nos lecteurs, nos amis comprennent la gravité de la situation. Les deux millions obtenus montrent que de nombreux camarades l'ont déjà comprise, montrent qu'il est parfaitement possible, d'obtenir rapidement les 10 millions que nous avons demandés. Chacun doit se poser la question « Faut-il une presse communiste aujourd'hui ? », « Faut-il laisser la bourgeoisie étouffer Front Rouge sans bruit ? ».

Camarades, c'est de votre réponse à ces questions, c'est des initiatives que vous allez prendre dès la réception de ce numéro que dépend la survie de Front Rouge. Organisez des collectes sur les marchés, dans les usines, expliquez à tous vos contacts les difficultés de Front Rouge, expliquez aux personnes qui défendent la liberté de la presse comment la bourgeoisie cherche à faire disparaître notre journal...

AU TRAVAIL, CAMARADES, POUR REUNIR AU PLUS VITE HUIT MILLIONS QUI NOUS MANQUENT ENCORE.

**au travail, camarades:
8 millions rapidement !**

première liste

Villeurbanne	1.235
Vaulx-en-Velin	2.950
Massy	1.233
A.J.	300
Paris 14e	350
Villeneuve-St-George	200
Gennevilliers	310
Lyon (facultés)	1.603,50
Vitry	1.264
Paris 18e	1.023
P.F. Paris	50
un jeune ouvrier (14e)	10
Besançon	55
un réfugié politique portugais	35
Salins	15
Saumur	50
Lyon	3.709,40
Caen	20
Moulins	50
Corne	100
Clermont Ferrand	75
un employé (Paris 15e)	100
une étudiante (Paris)	50
Orléans	280
Montceau-les-Mines	950
Librairie E.Pottier (Lille)	50
Quintin	150
Martigues	510
G.M.	300
un étudiant TP (Paris)	250
Collecte à Rhodja	10,40
Lyon	2.772
Paris 19e	865,15

TOTAL20.915,45

parmi les lettres que nous avons reçues ...

A Lyon, dès la nouvelle connue des difficultés financières de FRONT ROUGE, nous avons décidé de ne pas perdre une seule minute. Pour commencer, nous nous sommes fixés un délai de 15 jours pour réunir l'argent nécessaire, car ce n'est pas dans un mois, mais tout de suite que nous avons besoin de cet argent pour sauver FRONT ROUGE et le tirer à 30.000 exemplaires. Puis, chaque groupe de diffuseurs s'est réuni pour examiner comment s'y prendre : on a fait le tour des collectes possibles, des listes de personnes

susceptibles de souscrire et des sommes qu'on pouvait leur demander et on s'est réparti les visites.

Bien entendu, les camarades diffuseurs ou lecteurs assidus du journal ont été les premiers à faire un effort exceptionnel pour sauver le journal, pour la bonne raison qu'ils sont les premiers à comprendre ce que signifierait la perte du journal. Mais beaucoup d'autres ont participé à la souscription, des lecteurs occasionnels, des gens qui nous voient régulièrement à l'œuvre dans les usines, dans les quartiers,

et qui ont pu ainsi juger Front Rouge.

Mais aussi des progressistes qui ne sont pas forcément d'accord avec nos idées, mais qui sont prêts à soutenir un journal attaqué par la bourgeoisie. Nous ne nous étions jamais adressés à eux, cela a été la première occasion.

Au bout d'une semaine, nous avons déjà recueilli plus d'Un Million, mais toutes les possibilités n'ont pas encore été essayées. La collecte continue, nous atteindrons les 10 millions.

Correspondant

**POUR QUE FRONT ROUGE
CONTINUE JE VERSE :**

10 F

50 F

100 F

envoyer avec la souscription correspondante à Front Rouge
B.P. 464- 75065 PARIS CEDEX 02

...
Je viens de recevoir à l'instant « Front Rouge » de cette semaine, et j'ai donc constaté que sa parution est gravement menacée. « 10 millions », il manque 10 millions pour assurer la survie du journal ! Etant étudiante non-boursière, recherchant activement du travail depuis octobre 73, je suis malheureusement dans l'impossibilité de vous faire don de ma participation financière. Néanmoins, je ne peux plus rester les bras croisés à attendre, et demande à militer au sein de « Front Rouge »...

F.F. (Lille)

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal	1 an	60 F
	3 mois	15 F
pli fermé	1 an	120 F

pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.

demande de contact

Nom : prénom :

adresse :

profession :

envoyer cette demande à :
Front Rouge BP 464 - 75065 PARIS CEDEX 02

LIP : pas de licenciement pas de démantèlement

A Lip le début de la semaine précédente a été décisif pour l'orientation de la lutte. Lundi 14 janvier, l'après-midi, les travailleurs sont réunis à la Maison pour tous, une information de source sûre arrive : les effectifs de police sont énormément renforcés, les machines seront démenagées demain matin de l'usine de Palente à la rue Violet. Qu'est-ce que cela veut dire ? Au même moment où tout le monde est dans l'attente des résultats des négociations entre Charbonnel, Neuschwander et les syndicats, le pouvoir prépare-t-il un mauvais coup ? Aussitôt, toutes les questions qui se posent depuis plusieurs jours refont surface : qu'est-ce que le plan Neuschwander ? sera-t-il accepté ? Quelles solutions va-t-il proposer, est-ce que ce n'est pas un nouveau piège ? Est-ce qu'on va attendre le résultat des négociations sans rien faire ? Est-ce qu'on occupe les locaux de la rue Violet comme on l'a prévu ? Face à ces éléments nouveaux les travailleurs de Lip décident de faire la tournée des usines de Besançon pour appeler les travailleurs à venir à l'Assemblée

Générale extraordinaire prévue à 20 h 30 et pendant laquelle les résultats par rapport au plan Neuschwander doivent être connus, et les décisions prises en fonction de cela. Une vingtaine de Lip partent alors avec la voiture sono. Devant chaque usine, Charles Piaget prend la parole : «Où une solution globale pour la reprise sans licenciement, sans démantèlement est possible. Oui, un plan est possible : et alors que nous attendons les résultats des négociations qui ont lieu ce soir alors qu'aucune décision n'est prise, nous avons appris que d'importants groupes de police et d'armée sont arrivés en renfort à Besançon, nous avons appris que le gouvernement se prépare à faire démenager les machines de Lip-Palente. Pour s'opposer à tous les mauvais coups du pouvoir et pour examiner la situation, réunion ce soir...»

Les Lip font ainsi le tour de la ville, surveillés de près par un hélicoptère qui ne les lâchera pas avant la fin de l'opération. 20 h 30. Ils sont venus nombreux, les Lip et les délégations d'usine Kelton,

Rhodia, etc... Le cinéma LUX était plein. Après plus de 9 mois d'une lutte exemplaire, ils attendent. L'Assemblée Générale est ouverte par un rappel des principales phases de la lutte. Ensuite un délégué rappelle l'enjeu des négociations qui se déroulent actuellement à Paris. Puis c'est l'attente des résultats. Vers 21 h 30 un travailleur annonce que les flics viennent de prendre position rue Violet et occupent les locaux. Qu'est-ce que cela veut dire ? Bientôt les premières nouvelles de la négociation arrivent par le radio : «Les entretiens viennent de se terminer». Un peu plus tard : «Le plan Neuschwander est accepté par le gouvernement, il n'y aurait pas de démantèlement, pas de licenciement». Charles Piaget qui est allé téléphoner revient. Calmement il va exposer ce qu'il a appris par l'entretien téléphonique qu'il vient d'avoir avec un délégué de Lip présent à Paris : «La situation n'est pas encore très claire et pour bien juger, bien réfléchir, il faut attendre demain matin, attendre d'avoir des informations plus précises, ce qu'on peut dire c'est que le plan

ce qu'on connaît du plan neuschwander.

- 1) la constitution d'un holding constituant une direction unique pour les différents secteurs de Lip (horlogerie, mécanique, armement)
- 2) Les parts respectives des différents PDG constituant ce holding ne sont pas déterminées.
- 3) Le plan prévoit qu'il n'y aurait pas de licenciements. (Compte-tenu des départs effectués, le réembauchage des travailleurs se ferait par tranches : la première tranche reprendrait début mars avec 350 travailleurs de tous les secteurs, une deuxième tranche de 200 reprendrait en juin, tous les travailleurs seraient réembauchés avant le 31 décembre 74. A partir de la première tranche début mars, tous les travailleurs qui ne seraient pas repris seraient mis en Formation Professionnelle jusqu'à leur réembauche prévue. La préretraite à 60 ans sera possible pour ceux qui le désirent mais pas obligatoire.
- 4) Le secteur armement redémarrerait le plus tôt possible pour satisfaire les commandes. Comme juridiquement, il n'est pas possible qu'il s'installe seul à Palente, la reprise se fera rue Violet, ensuite le secteur sera retransporté à Palente au moment où les autres secteurs redémarreront.
- 5) Des négociations se dérouleront à Besançon entre les travailleurs, leurs syndicats et les représentants du holding dès que celui-ci sera constitué.

LA TACTIQUE DE LA BOURGEOISIE

Mardi soir, nouveau coup de théâtre : nouvelles déclarations de Messmer : «Lip ne sera plus jamais comme avant».

Qu'est-ce que cela veut dire ? A nouveau, les propos de Messmer et de Charbonnel sont contradictoires, cela rend la situation beaucoup plus confuse à Lip.

Qu'en est-il exactement de ces contradictions et de la tactique suivie par la bourgeoisie ? La bourgeoisie voudrait bien en finir avec l'affaire Lip ! Lip en lutte, c'est une belle épine qu'elle a dans le pied, Lip en lutte, c'est l'exemple qu'il est possible de faire échec aux licenciements et au chômage. Lip en lutte, c'est des agitateurs qui vont dans toute la France expliquer le combat des travailleurs. Pendant 9 mois, la bourgeoisie n'a pas voulu céder face aux revendications des Lip et ceci avant tout pour des raisons politiques, aujourd'hui, le chômage, les licenciements augmentent avec la crise et les Lip sont toujours là, exemple vivant pour tous les travailleurs.

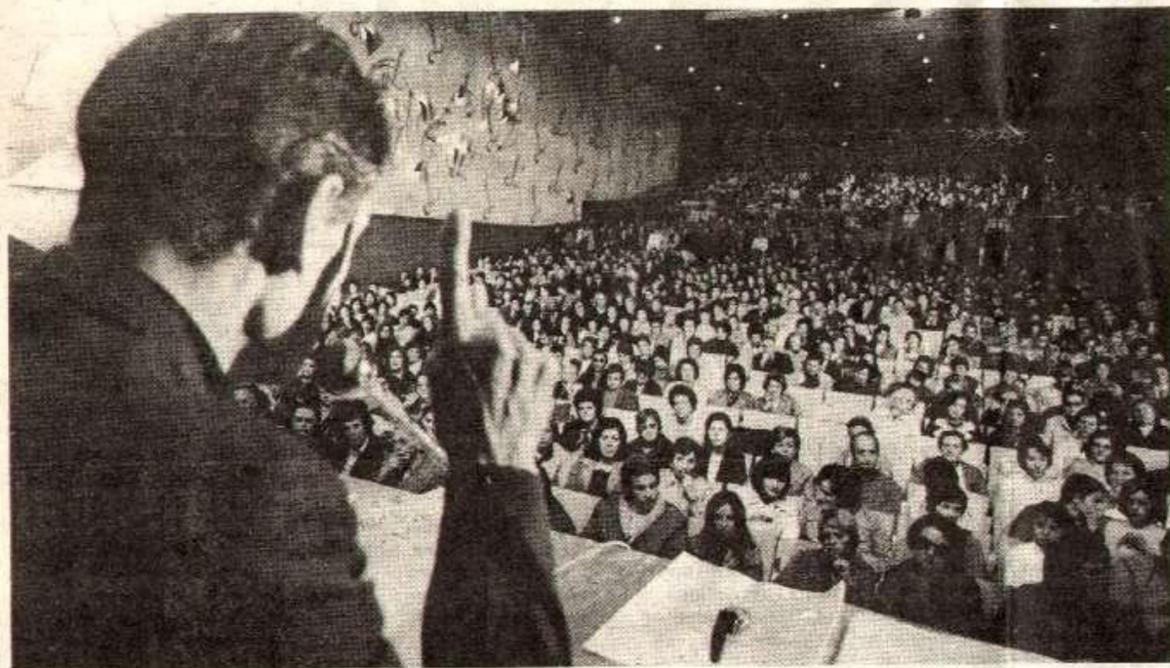
Alors il semble bien que cette fois la bourgeoisie décide d'en finir avec le conflit Lip. Seulement la solution que doit avancer la bourgeoisie doit, de son point de vue tenir compte d'une chose : ne pas accorder aux travailleurs de Lip une victoire totale et fracassante qui ferait un exemple pour toute la classe ouvrière. La solution que la bourgeoisie doit appliquer doit lui permettre de mettre fin au conflit tout en lui permettant de dire : «Vous voyez bien, nous sommes capables de proposer des solutions raisonnables, avec des négociations, avec la concertation, tout s'arrange. Ce n'était pas la peine que les travailleurs luttent d'une telle façon pour en arriver à ce résultat».

Si la bourgeoisie part effectivement de ce point de vue, on peut penser que le plan Neuschwander a des chances de rentrer en pratique. Il faut jouer cette carte. D'ailleurs, dans la situation présente, existe-t-il une autre solution pour les travailleurs de Lip. Donc cette première façon de voir les choses serait celle de Charbonnel, car il est bien évident que si Charbonnel accepte le plan Neuschwander, ce n'est pas pour faire un cadeau aux Lip ; il est bien évident que Charbonnel est dans le camp de la bourgeoisie, qui veut en finir avec Lip ; Messmer lui-même veut en finir avec Lip de la façon des légionnaires, c'est-à-dire brutalement, pas de quartier. Pour lui, il semble clair que la bourgeoisie doit être le vainqueur et les travailleurs vaincus. Jusqu'à présent, les résultats de Messmer sont bien maigres. Cela dit, il peut y avoir une autre explication des contradictions entre Messmer et Charbonnel. Le point de départ reste le même : la bourgeoisie veut en finir avec Lip ; mais les travailleurs de Lip

ne sont pas décidés à céder tant que leurs revendications ne seront pas satisfaites. Alors, pour la bourgeoisie, il faut trouver une nouvelle manœuvre, après 9 mois de lutte, en faisant traîner les choses, surtout en acceptant un plan qui par un début d'application divise les travailleurs, la bourgeoisie peut penser en finir, de cette façon avec le conflit Lip. En effet, d'après ce qui est connu du plan Neuschwander aujourd'hui, et vu l'état de la situation, qu'est-ce qui empêche la bourgeoisie d'agir de la façon suivante : redémarrer le secteur armement rue Violet, constituer un holding, réembaucher une première tranche de 350 travailleurs et disperser les autres Lip dans les centres de Formation Professionnelle, une fois cela fait, que reste-t-il de l'unité des Lip, comment continuer la bataille, se réunir, tenir des Assemblées Générales, avoir un lieu de rencontre, comme la Maison Pour Tous, etc...

Ayant réalisé cette situation, la bourgeoisie peut alors invoquer des raisons de conjoncture économique pour stopper la réembauche des travailleurs, c'est une possibilité, une façon d'en finir avec les Lip. A ce moment la contradiction entre Messmer et Charbonnel serait une contradiction entre un hypocrite qui veut en finir avec douceur, et un imbécile qui met les pieds dans le plat. Aujourd'hui, il est encore difficile de trancher sur ce qu'est la volonté réelle de la bourgeoisie, mais il faut trancher sur une chose, et les travailleurs de Lip ont tranché, quelle attitude adopter ? Dans la situation présente, il n'y a pas d'autre solution que de faire l'expérience du plan Neuschwander, tout en restant extrêmement vigilants sur tout. C'est ce que font les travailleurs de Lip en continuant à surveiller l'usine pour voir ce qui est démenagé, en exigeant l'évacuation des CRS de la rue Violet, ce qui est fait aujourd'hui, en rendant visite à Arbel pour lui faire signer des engagements comme quoi tout ce qu'il fait est provisoire et suspendu aux négociations qui doivent bientôt s'engager, en veillant à ce que les travailleurs repris dans le secteur armement ne soient pas uniquement des jaunes ou des gens de la CGT (car ceux-ci, peu nombreux qui restent à Lip sont des éléments particulièrement arriérés) ou encore des gens qui n'ont pas du tout participé à la lutte, ceci afin de pouvoir maintenir l'unité de lutte entre ceux qui reprennent le travail et les autres. Aujourd'hui, conscients des difficultés qui les attendent, les travailleurs de Lip se préparent à mener des négociations serrées pour la satisfaction de leurs revendications :

PAS DE LICENCIEMENT
PAS DE DEMANTELEMENT !



Assemblée générale comble pour discuter de l'orientation de la lutte...

Neuschwander a été accepté par Charbonnel. Ce plan prévoit une solution globale pour la reprise de tous à Lip-Palente, c'est-à-dire pas de licenciement, pas de démantèlement. (Un certain soulagement s'est fait sentir dans la salle) Piaget continue : «ça c'est le côté positif. Mais... le pouvoir ne veut pas que nous rentriions la tête haute, et il veut nous punir. Aussi, il y a un autre aspect de ce plan, c'est que le réembauchage des travailleurs se fera progressivement, par tranches et aussi le secteur armement reprendrait le plus tôt possible avec Arbel et à la rue Violet. Il sera ensuite retransporté à Palente quand le reste des activités reprendra. Pour la réussite de cette solution, il y aurait une direction unique de Lip constituée, et des négociations devraient s'ouvrir rapidement à Besançon pour discuter de tout ça. Voilà, c'est imprécis et ça demande qu'on réfléchisse, il faut qu'on réfléchisse bien et qu'on examine tout dans le détail».

Après un moment de silence dans l'Assemblée, le climat général est à la perplexité, chacun cherche à comprendre, les questions affluent. On demande à tout le monde des précisions, des prises de position pour ou contre se manifestent, l'Assemblée

Générale est assez indécise mais manifeste quand même son désir de croire, de s'accrocher à ce qui vient d'être dit, l'idée qu'une solution est en vue prend forme et se fait sentir, dans un même temps, la question d'un éventuel piège est aussi présente chez beaucoup qui après neuf mois de lutte ont appris à connaître l'hypocrisie de la bourgeoisie. Comme il est impossible d'apporter plus de précisions ce soir, la séance est levée, tout cela sera repris en détail demain matin. A la sortie de l'Assemblée Générale, environ 150 travailleurs se rendent à la rue Violet pour voir les flics, puis rentrent chez eux.

Mardi 15, après présentation des grandes lignes de plan, les discussions s'engagent. Charles Piaget fait plusieurs remarques : «Ce que nous connaissons du plan est assez général, il n'y a pas vraiment de garanties aussi la question n'est-elle pas de trancher : sommes-nous pour ou contre ce plan ? Ce qu'il nous faut faire c'est l'examiner, bien réfléchir pour voir s'il peut-être une solution. De nombreuses questions sont posées un grand nombre tourne autour de la rue Violet : faut-il accepter de reprendre le travail là-bas ? N'est-ce pas mettre un doigt dans un engrenage dont on ne

maîtrise pas toutes les données. D'un autre côté, si on pense que ce plan mérite d'être essayé, il faut commencer par aller rue Violet, cela fait partie du plan, etc...

De tout cela, il ressort que la majorité des travailleurs de Lip est pour essayer de faire en sorte que ce plan aboutisse, Charles Piaget interviendra de nouveau : «Aujourd'hui, il n'est pas question de voter comme nous l'avons fait le 12 octobre, il nous faut continuer d'étudier ce plan, il nous faut nous préparer, nous armer pour pouvoir entamer les négociations dans une position de force avec des arguments, si par la suite le pouvoir nous joue encore un de ses sales tours, et bien alors, nous envisagerons d'autres moyens, ce ne sera pas la première fois que les Lip auront à faire face à une telle situation, et aujourd'hui, après plus de 9 mois de lutte, et compte-tenu de ce que nous savons du plan Neuschwander, nous devons essayer pour que ça marche le mieux possible pour nous tous». Bien des questions restent en suspens mais les Lip sont bien décidés à les résoudre, engagés dans une phase nouvelle, la lutte continue.

A LIP LA LUTTE CONTINUE

le franc flotte à la baisse

NOUVELLES GRAVES MENACES CONTRE LA CLASSE OUVRIERE !

La dévaluation camouflée du Franc, annoncée samedi dernier par le gouvernement confirme la voie choisie par l'impérialisme français pour affronter la crise et précise les menaces qui pèsent sur les travailleurs, la manière dont la bourgeoisie entend leur faire payer la crise.

Avant même la flotaison du franc, Giscard d'Estaing avait appelé les travailleurs à augmenter leur travail pour produire pendant l'année 74 l'équivalent d'un 13ème mois supplémentaire. C'était d'après les experts l'augmentation de production nécessaire pour couvrir par l'exportation le déficit de 31 milliards de francs de la balance commerciale prévu en 1974, déficit provenant avant tout des hausses du pétrole et de matières premières. Aujourd'hui Messmer et Giscard répètent que la flotaison du franc est faite pour éviter l'hémorragie de nos devises, promouvoir les exportations... En réalité la flotaison du franc à la baisse et l'effort mis sur les exportations signifie pour les masses avant tout 2 choses :

* **hausse accélérée des prix** : les produits importés par la France (à l'exception des néocolonies d'Afrique situées encore dans la zone franc) coûteront plus chers en francs. Cette augmentation va se répercuter sur tous les produits manufacturés qui incorporent des produits importés, c'est à dire sur la quasi totalité des produits manufacturés ne serait-ce que parce que l'approvisionnement en

énergie de la France provient très majoritairement de l'étranger, et que tout produit manufacturé nécessite pour sa fabrication de l'énergie... On connaît déjà aujourd'hui le rythme officiel des hausses mensuelles des prix : il dépasse les 1% ; alors les menaces pour les mois à venir sont claires.

* **accélération de l'intensification du travail dans les usines** : Giscard prétend développer les exportations en 74 au point qu'un mois supplémentaire de production sera nécessaire pour les assurer, mais qui va produire ce 13ème mois ? Les travailleurs évidemment, et comme l'année n'a que 12 mois ce sera par le biais de l'intensification du travail (plus que par l'allongement de la journée du travail) que la bourgeoisie va tenter d'extorquer aux travailleurs ce 13ème mois. Les appels de Messmer à «l'esprit de solidarité nationale», à la nécessité pour «chaque catégorie sociale de consentir des sacrifices et de ne pas voir ses seuls intérêts», ne sont que des trompe-l'œil pour tenter de détourner les travailleurs de la défense de leurs revendications, pour tenter de leur faire accepter dans la période qui vient une exploitation accrue.

LES SOLUTIONS REVISIONNISTES
Face à cette nouvelle offensive de la bourgeoisie contre les travailleurs, les révisionnistes ont leur solution... toujours la même, le Programme Commun. Peu leur importe que ce programme, ils l'avaient rédigé en

tenant compte d'un taux d'expansion de 8%, taux qui pouvait paraître réalisable avant la pénurie de pétrole mais qui aujourd'hui apparaît comme irréaliste, non seulement aux capitalistes, mais aussi aux gens du P.C.F. Marchais et Mitterrand réaffirment imperturbablement que leur programme est toujours d'actualité, que quelques révisions de détails seulement sont à entreprendre : ils sont pourtant incapables d'expliquer aux travailleurs d'où ils tireront les 50 milliards de ressources nouvelles qui devraient découler de ce taux d'expansion, incapables d'expliquer comment procéderaient les entreprises qui devaient réaliser ces 50 milliards de ressources nouvelles pour financer leurs dépenses nouvelles (majoration des salaires, des impôts...), incapables d'expliquer avec quoi les conditions de vie des travailleurs seraient améliorées.

Alors qu'il y a un an ils avaient chiffré au milliard près le coût du programme commun, les révisionnistes du P.C.F. sont aujourd'hui silencieux sur les chiffres. Faut de chiffres, ils cherchent surtout à abuser des travailleurs avec leur propagande sur la relance de l'expansion par l'augmentation de la consommation intérieure.

D'après ces gens-là, augmenter les salaires, cela créerait une demande supplémentaire des besoins de consommation, qui relancerait

l'industrie et liquiderait la crise. Et de citer à l'appui de leur thèse la période d'expansion fin 68 et 69 qui, d'après eux, est la conséquence de la hausse des salaires obtenue après mai 68 ! La seule chose qu'ils oublient de dire, Messieurs les experts révisionnistes, c'est qu'après Mai 68, les capitalistes, pour récupérer les hausses importantes des salaires qu'ils ont consenties dans certaines branches, ont intensifié dans des proportions considérables le travail, et que c'est cela qui leur a permis d'abaisser leurs coûts de production et de connaître une expansion réelle dans cette période, expansion favorisée aussi par la dévaluation du franc en 69.

Les révisionnistes prétendent, sans abattre le capitalisme, résoudre une de ses contradictions fondamentales entre le caractère sans cesse élargi de la production et le caractère limité de la consommation des masses. En augmentant les salaires, les capitalistes, si d'un côté ils créent une nouvelle demande de marchandises sur le marché, d'un autre côté ils diminuent la part du profit qu'ils peuvent empocher en majorant leur coût de production. S'il survient un capitaliste, de l'étranger par exemple, qui, lui, ne majore pas ses salaires, il conquerra les nouvelles demandes sur le marché et s'y imposera parce qu'il vend moins cher et ainsi il coulera les capitalistes qui auront suivi les conseils des experts révisionnistes.

A LA BOURGEOISIE DE PAYER SA CRISE

Parce qu'ils se placent dans la logique de système capitaliste, les révisionnistes sont incapables d'offrir de réelles perspectives aux travailleurs. Soucieux de présenter un programme compatible avec les intérêts de la bourgeoisie, ils s'avèrent même incapables de prendre en main les véritables revendications des travailleurs.

Les marxistes-léninistes appellent les travailleurs à rejeter les mirages révisionnistes et à mettre à profit les difficultés de la bourgeoisie pour lui porter des coups plus sévères encore pour l'enliser davantage. La bourgeoisie prétend limiter nos revendications à cause de la crise. Refusons cette voie, imposons nos véritables revendications :

- Halte au chômage, par un seul licenciement.
- Pas de réduction horaire avec diminution des salaires.
- Halte aux hausses des prix.
- Augmentez nos salaires.
- Halte à l'intensification du travail.

Les difficultés inextricables et grandissantes dans lesquelles s'enferme la bourgeoisie prouvent une nouvelle fois qu'elle est incapable d'améliorer les conditions de vie des masses, que la seule solution, c'est la Révolution. Oui la Révolution est possible, intensifions le combat révolutionnaire contre la bourgeoisie.

EN ANGLETERRE AUSSI, LA BOURGEOISIE VEUT FAIRE PAYER LA CRISE AUX TRAVAILLEURS

Les mineurs organisent le refus des heures supplémentaires pour appuyer leurs revendications de salaire.

Un délégué de mineurs déclarait : «Notre revendication est de passer de 25,20 livres à 35 livres par semaine pour les travailleurs en surface; pour les mineurs de fond, de 27,72 livres à 40, pour les techniciens de 36,52 livres à 45 livres. Les offres primitives de 2,50 livres pour les mineurs de fond et 2,52 livres pour les travailleurs de surface sont totalement insuffisantes»

En refusant de faire des heures supplémentaires, les travailleurs emploient un moyen de lutte peu coûteux pour eux et fort coûteux pour la bourgeoisie.

Les mineurs sont une partie importante du prolétariat anglais qui a de riches traditions de lutte : grèves en 1926, en 1930. Dans le passé plus récent, les mineurs se sont montrés parmi les plus actifs dans la lutte pour des augmentations de salaire supérieures aux décisions des accords sur les salaires. Telle fut en particulier

la grève de 1972 où les mineurs obtinrent satisfaction.

Aujourd'hui, elle apparaît comme la première ligne d'une lutte englobant toute la classe ouvrière. Les conducteurs de trains en particulier suivent la même tactique pour des revendications identiques.

Pour mater les mineurs, et par delà, la classe ouvrière, aussi bien conducteurs de trains que métallos, la bourgeoisie a essayé de retourner contre les mineurs ce qui faisait leur force : le charbon représente près de 50% de l'énergie en

DE NOTRE CORRESPONDANT A LONDRES

Angleterre. La bourgeoisie a mené un grand battage prétendant que le charbon allait manquer et a mis en place - afin, disait-elle de ne pas épuiser les stocks d'hiver - les restrictions de chauffage, de lumière et surtout le semaine de 3 jours. La manœuvre a échoué : d'une part les mineurs ont poursuivi leur grève avec détermination, d'autre part, les restrictions n'ont pas désarmé les travailleurs et ne les ont pas dressés contre les mineurs.

La semaine des 3 jours

La semaine de 3 jours a porté un coup à la classe ouvrière. Les salaires ont été brutalement baissés. Le chômage s'est développé rapidement, par suite du manque de travail. Dans la plupart des entreprises, les heures de travail sont plus chargées, les cadences ont augmenté. Ainsi, les syndicats patronaux commentant les résultats de la première semaine de 3 jours annonçaient fièrement : la production est de 70 à 80% ! Chaque jour des 3 jours est plus productif que chaque jour de la semaine de 5 jours. Pour un ouvrier métallurgiste de la banlieue de Londres, les trois jours sont d'abord une brutale baisse de salaire : de 31 livres par semaine, il ne reçoit plus que 25 livres, y compris les allocations spéciales.

Mais le principal souci était la peur de voir son usine purement et simplement fermée, ou de se voir lui-même licencié sans beaucoup de ménagements, comme l'ont été certains de ses compagnons de travail, qui n'ont pas, à l'heure actuelle retrouvé du travail. Même si son usine avait bénéficié d'une exception et avait été ravitaillée 5 jours en énergie, elle n'aurait pas tourné à plein, à cause de la pénurie de matières premières.

Tout en étant une tentative pour dresser les travailleurs contre les mineurs, la semaine de 3 jours est aussi une manière de camoufler le chômage.

3 ans de prison pour piquet de grève

La bourgeoisie anglaise a mis en place toute une législation anti-grève. Les principales données en sont l'obligation de déposer un préavis 30 jours avant toute grève; les chefs des syndicats qui ne respectent pas la loi et font des grèves en dehors des délais légaux sont purement et simplement jetés en prison.

6 travailleurs du bâtiment du pays de Galles viennent d'être jugés et condamnés à 3 ans, 2 ans, 9 mois de prison ferme pour 3 d'entre eux et à 9 mois avec sursis pour les 3 autres. Ils étaient accusés d'avoir mené des actions illégales et en particulier d'avoir mis en place des piquets de grève «volants», chargés d'aller de chantier en chantier pour organiser la grève. Au cours de leur procès ils ont violemment dénoncé la bourgeoisie en déclarant notamment :

«la seule conspiration est celle menée par le ministre de l'intérieur, les patrons et la police».

«Je regarde vers le futur quand les coupables réels Mc Alpirie, Wimpey, Lainy et Bewerness et leurs pantins politiques seront sur le banc des accusés inculpés de conspiration et d'intimidation envers les ouvriers qui appliquaient leur droit légitime : faire des piquets de grève».

A BAS LA LEGISLATION ANTIGREVE !



manifestations contre le chômage et le gouvernement heath

les travailleurs refusent de payer la crise

En entamant des luttes dures (grève illimitée avec piquet et occupation) et longues, les ouvriers montrent qu'ils ne sont pas décidés à payer la crise du capitalisme. A la pointe du combat contre le chômage, aux côtés des ouvriers de Lip, les ouvrières du textile, secteur particulièrement atteint dans les régions très touchées comme le Nord (ouvrières de Bailleul) et l'Ouest (ouvrières de Braff). Contre la vie chère, pour des augmentations de salaire, les ouvriers de Doux (dans l'Ouest) et les travailleurs immigrés chez Dynamic et à la CEOM.

Les travailleurs n'acceptent pas les mesures de vie chère et de chômage que veut imposer la bourgeoisie : **NON AU CHOMAGE!**

— chez Braff à Hennebont, les ouvrières, pour protester contre 86 licenciements (près du tiers du personnel de l'usine) et pour obtenir le paiement de leur salaire décident d'occuper l'usine le 10 janvier. Le patron furieux, non seulement refuse de négocier, mais menace de déposer son bilan et demande l'expulsion au juge des référés qui obtempère immédiatement. Le 14 janvier, les gendarmes mobiles casqués et armés chassent les ouvrières de leur usine. Le 15 janvier, le patron accepte de verser une partie de la paye qu'il doit aux ouvrières, leur garantit 3 mois de travail. Il retire 5 licenciements, et promet aux 80 autres licenciés un stage de FPA, une vingtaine de réemplois dans 2 autres usines.

— chez Bailleul dans le Nord, les 800 ouvrières réparties dans 4 entreprises textiles dans des villes différentes refusent le chômage qui les touche, après le dépôt de bilan de leur patron. Dès l'annonce officielle, le 10 décembre, les ouvrières ont engagé la lutte : avec la CFDT, seul syndicat à l'usine de Haisne, elles décident de garder l'usine après leur travail et la

nuit pour montrer qu'elles ne sont pas prêtes à se laisser déposséder de leur travail et pour garder les stocks. Elles organisent la propagande pour populariser leur lutte. Le tribunal leur apprend que la période de chômage de fin d'année s'étendra jusqu'au 7 janvier. Elles décident de suspendre l'occupation mais le dernier jour, le 20 décembre elles organisent à Béthune une manifestation très combative de plus de 500 personnes qui scandent : «800 on est 800 on restera!», «Bailleul au SMIG, Berthier au chômage!». «Les contredames au tapis!». La mobilisation a continué pendant toute la période du chômage. Une nouvelle société devrait être créée. Les ouvrières sont décidées à aller jusqu'au bout pour le maintien de leur emploi.

CONTRE LA VIE CHÈRE AUGMENTATION DES SALAIRES!

— chez Dynamic, à Ormoy dans l'Essonne, les 200 ouvriers en majorité des femmes et des immigrés en sont à

leur 6e semaine de grève pour obtenir 1 f de l'heure pour tous et de meilleures conditions de travail. Le patron ne veut pas négocier. Les ouvriers ne sont pas prêts à céder.

— chez EVR à Aubervilliers (éclairage pour véhicules et rails) 21 ouvriers décident la grève illimitée le 17 décembre, pour obtenir 200 F pour tous et l'amélioration des conditions de travail. Le reste de l'usine les soutient par des débrayages à 90%. Le 7 janvier, 15 ouvriers d'un autre service entrent en grève pour riposter contre le refus de négocier du patron. En réunion exceptionnelle du Comité d'Entreprise, le patron tente d'imposer le remplacement des grévistes par des ouvriers d'autres ateliers. La lutte continue.

— chez Doux, à Pédernec, les 100 ouvriers employés dans une usine de transformation de la volaille en sont à leur 7e semaine de grève pour obtenir un salaire minimum de 1000 F, une prime de transport et de meilleures conditions de travail. Le patron, au bout de 5 semaines ne voulait céder que des miettes et refusait toute discussion sur les salaires : ils décident le 6 janvier de le séquestrer à la mairie de Guingamp et affrontent les fils

venus de délivrer à l'appel du maire. Le 8 janvier, l'autre usine Doux de Plouray entre à son tour en grève. L'unité des grévistes est renforcée, le soutien de plus en plus large de la population leur permet de riposter aux provocations de plus en plus odieuses du patron : un gréviste gardé à vue sous le faux-prétexte d'avoir incendié un camion dans la cour de l'usine (le piquet de grève n'a jamais rien vu) des lettres de reprise envoyées aux grévistes sous peine d'être considérés comme démissionnaires.

— à la CEOM (Cie d'Enlèvement des Ordures Ménagères), les éboueurs, en majorité immigrés, sont en grève pour de meilleures conditions de travail et contre les salaires «élastiques» (primes qui sautent pour un rien...). La grève part de Gennevilliers le 31 décembre, la Garenne-Colombe s'y joint 3 jours plus tard, puis La Garenne-Bezons. Les travailleurs tiennent des piquets jours et nuits malgré les pressions de la police, du patron et de la mairie qui tentent de s'emparer des camions. Mardi 15 janvier, vers 6 h 30 le directeur accompagné d'un commando de nervis fascistes armés a attaqué le piquet de La Garenne-Colombe. Plusieurs ouvriers ont été blessés.



Corbeil, meeting avec les ouvriers de dynamic

non au chômage, aux licenciements, aux réductions d'horaires

spiertz

Peu après l'annonce de licenciements chez Zaegel-Held (50 au minimum), le journal bourgeois «Les dernières nouvelles d'Alsace» vient d'annoncer la création de 100 emplois à SPIERTZ Strasbourg qui, soit disant, «équilibreront» la situation.

Certes, Spiertz embauche, mais c'est uniquement pour retrouver son effectif antérieur : entre 1971 et 1974, 200 ouvriers sont partis à cause des mauvais salaires. Les ouvriers y font d'ailleurs actuellement circuler une pétition pour avoir une augmentation d'au moins 5% : ils organiseront la grève, s'ils n'obtiennent pas satisfaction.

Engager les ouvriers licenciés de Zaegel-Held à s'embaucher chez SPIERTZ, c'est vouloir les utiliser comme moyen de pression pour maintenir des bas salaires chez Spiertz, au moment même où les ouvriers de Spiertz engagent la lutte. Voilà aussi à quoi servent les plans de chômage de la bourgeoisie !

correspondant Strasbourg

dim

DIM a annoncé des mesures de fermeture à plus ou moins long terme dans le département de la Saône-et-Loire, à St-Vallier, Epignac, Gueugnon.

A St-Vallier, il n'y a aucun espoir de travail sur place : 50 ouvrières d'une boîte de confection, Garnier-Luneau, qui a fermé en décembre sont encore sans emploi. A Epignac, pareil : l'atelier DIM emploie le quart de la population active de la ville, la quasi-totalité de la main-d'œuvre féminine. Les ouvrières menacées n'ont pas le choix : être au chômage ou partir s'installer à des km de chez elles, au Creusot pour les ouvrières de St Vallier, à Bourbon-Lancy pour celles de Geugnon, à Autun pour celles d'Epignac.

Leur seule possibilité, c'est la lutte à l'exemple des ouvriers de LIP. Car DIM, comme LIP, c'est le cas typique d'une entreprise qui, pour retirer plus de bénéfices, restructure, démantèle, cherche ailleurs ses profits. Le PDG de DIM l'explique lui-même : pour lui, les unités de moins de 400 ouvrières ne sont pas rentables. Aucune unité DIM du département n'atteint ce chiffre !

LIP-DIM : MEME COMBAT !
PAS UN SEUL LICENCIEMENT

Correspondant Montceau-les-Mines

- VAPAL (Montpellier)
- Sté de prêt-à-porter de l'Ouest (St-Herblain)
- VAILLANT L'EMPEREUR (Vendée) 115 licenciements
- CARNOT — Basse Indre (Nantes) 350 licenciements
- BOURGEOIS (Besançon) arrêt de l'embauche. Menace de licenciements : de nombreux travailleurs immigrés risquent d'être expulsés.
- SEMN — Caravelair (St-Nazaire) 160 travailleurs intérimaires licenciés.
- ACM (Cosne s/ Loire) 11 licenciements, dont 1 le délégué CFDT, prévus dans 2 mois.

- St CHAMOND-GRANAT (filiale SNIAS) Courbevoie
- DEMAG-SPIROS (Pantin)

- GENERAL MOTORS (Strasbourg) 30 travailleurs en grève contre ces mesures de «compression du personnel» qui visent en fait au démantèlement de la section syndicale CFDT, la solidarité s'organise.

- PEUGEOT - Mulhouse

- STANLEY-MOBO (Dijon)

- BROULT (Cane)

ETC...

Fermeture : 170 personnes en chômage
fermeture : 80 ouvriers sans travail

115 licenciements

Menace de licenciements : de nombreux travailleurs immigrés risquent d'être expulsés.

160 travailleurs intérimaires licenciés.
11 licenciements, dont 1 le délégué CFDT, prévus dans 2 mois.

30 travailleurs en grève contre ces mesures de «compression du personnel» qui visent en fait au démantèlement de la section syndicale CFDT, la solidarité s'organise.

— Menace de 100 licenciements (268 ouvriers)
60 licenciements annoncés (soit 2 personnes sur 6) dont 28 avant le 20 février.

Semaine de 4 jours
— Menace de lock-out de 3 semaines en mars.

— Menaces de réduction d'hoaire :
— 40 h en dessous de 40 h par semaine de 4 jours.
— Les indemnités ne paieraient que 60% des heures perdues.

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

dimanche
3 février

14h30

DIJON

palais des congrès
salle des conférences

— LA BOURGEOISIE DOIT PAYER SA CRISE !
— OUI LA REVOLUTION EST POSSIBLE

— Témoignages de syndicalistes révolutionnaires de Dijon, de travailleurs immigrés, d'anciens résistants, avec la participation d'André ROUSTAN.

— Des ouvriers de LIP prennent la parole : la situation à LIP

— Tobias Engel parle de la lutte des peuples opprimés. En exclusivité, projection de son film NO PINCHA, la lutte du peuple de Guinée-Bissau contre les colonialistes portugais.

— PIECE DE THEATRE «A Bas La circulaire Fontanet» par le groupe de théâtre des C.A.C.F.

— Nombreux stands.
— Chants de lutte avec Fernando MARQUES, chanteur portugais.

oignies : français, immigrés unis contre un chef raciste

Le mercredi 16 janvier, un agent de maîtrise a frappé un mineur marocain, Saïd Ben Hamida, le blessant assez sérieusement pour l'envoyer à l'hôpital ! Dès le poste suivant, les 230 mineurs marocains et algériens de la fosse se mettent en grève pour exiger que ce porion raciste soit muté ailleurs. Des mineurs français se sont joints tout de suite à la grève, en solidarité avec leur camarade marocain. Le lendemain, deux autres fosses se sont mises en grève. Ce lundi 22, la grève s'est étendue à d'autres puits, à Lens et à Douai : près de 600 mineurs ont maintenant cessé le travail. Travailleurs français et immigrés, tous unis contre le racisme !

échec aux expulsions, rue losserand

Vendredi 18 janvier, c'était le dernier délai laissé par la préfecture pour l'expulsion des 271 travailleurs africains du foyer, 214 rue Raymond Losserand.

Les travailleurs du foyer sont en lutte depuis 9 mois. Ce foyer est situé dans la zone de rénovation qui englobe toute une partie du 14e. La SONIATA, qui gère ce foyer refuse les revendications des travailleurs : RELOGEMENT POUR TOUS LES LOCATAIRES. DANS UN MEME FOYER, EN MEME TEMPS. DANS LE 14e ou 15e.

En effet, sur les 271 travailleurs, la SONIATA n'accepte d'en reloger que 170; les autres, dont l'établissement dans ce foyer s'est pourtant fait en accord avec la société ne sont pas considérés comme locataires légaux. Et bien entendu, elle entend disperser ces 170 à travers Paris et la banlieue. Les travailleurs africains, qui ont de grandes traditions de solidarité et d'entraide mutuelle, qui travaillent pour la plupart dans le quartier veulent être relogés ensemble.

9 mois de délégations, de meetings, de popularisation n'ont toujours pas fait céder la préfecture. Le 18 janvier au matin, la mobilisation était à son comble. 200 personnes, en soutien aux 271 ont manifesté spontanément. 4 cars de CRS sont venus... et repartis. Depuis, les locataires et le Comité de Soutien sont sur le pied de guerre.

Le CACF participe au soutien. Il dénonce trotskistes et révisionnistes qui, main dans la main dans le Comité de Soutien, veulent étouffer l'initiative des locataires; il propose aux travailleurs de reprendre l'offensive.

Toute une partie du 14e (rue de l'Ouest, rue Losserand, rue Vercingétorix...) est menacée par la SEMIREP (société de «rénovation» du 14e) qui doit construire une radiale allant du périphérique à Montparnasse bordée de bureaux et d'habitations de luxe. Quant aux travailleurs du quartier, ils doivent, comme tant d'autres l'ont fait, gagner la banlieue et gaspiller une heure, deux heures par

jour souvent plus, pour aller au travail. La vie politique locale ces 5 dernières années, se caractérise par de nombreuses luttes contre les expulsions. Celles de la rue Jacquier et de la rue Médéah ont laissé de nombreux souvenirs. Actuellement, une autre lutte vient de débuter, avec la participation active des communistes (m-l) et du CACF, au 55 rue de l'Ouest.

Ici logent 23 travailleurs immigrés. La plupart, suite à une lutte victorieuse de 3 mois, rue Médéah en 1971, y avaient obtenu le relogement, avec promesse de pouvoir y rester jusqu'en 1980.

Mais, la SEMIREP, propriétaire de l'immeuble, ne l'a absolument pas entretenu, n'a loué aucune des chambres vacantes par suite du départ de leurs locataires: les WC sont bouchés, le chauffage est défectueux. M. Dhirez, un des directeurs est venu en personne murer les chambres vides. La destruction de l'immeuble est annoncée, sous prétexte de... non-rentabilité, insalubrité. Pourtant le plan ne prévoit la destruction de ce pâté d'immeubles que pour 1978 au plus tôt! C'est ce que nous a dit M. Dhirez quand nous sommes allé en délégation à la SEMIREP, mercredi 9 janvier.

Une permanence a été mise en place au 55. Des travailleurs, le CACF organisent la popularisation: marchés, porte à porte... Déjà, rue Vercingétorix, nous avons pris contact avec des travailleurs immigrés, dans un cas semblable.

La SEMIREP, pour avancer dans ses plans d'expulsion s'attaque en premier aux immeubles habités par des immigrés parce qu'avec la Circulaire Fontanet, ces travailleurs sont aussitôt passibles d'expulsion de France.

PLAN DE RENOVATION = PLAN DE DEPORTATION = PLAN DE HAUSSES DES LOYERS HALTE AUX EXPULSIONS ABRIGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET!

Correspondant 14e

conseils régionaux: de nouvelles possibilites de trafics d'influence et de pots de vin

La mise en place de la réforme régionale vient de donner lieu à d'après batailles et à de savants dosages, pour la désignation des présidents des conseils régionaux et des conseils économiques et sociaux. Pour se convaincre de l'importance que la bourgeoisie accorde à cette réforme, il suffit de constater le nombre de «personnalités» engagées dans la bagarre: Chaban, Pleven, Deferre, Savary, Mauroy, Lecanuet, etc... Il y a la déclaration victorieuse de Peyrefitte, le ministre chargé de la réforme: «ce que nous mettons en place est une étape importante de la vie de notre pays. Ceux qui parlent d'une région équinaveuse (allusion à une formule de Mitterrand) n'emploieraient pas cette expression s'ils y détenaient la majorité. La majorité s'est réservée en effet 15 sièges de présidents sur les 22 qui étaient à pouvoir, mais la gauche s'est battue avec acharnement. Les socialistes avaient voté contre le projet en 72, mais ils s'empresent de participer aux conseils en feignant d'utiliser ce moyen pour mieux les détourner: en fait, Deferre n'hésite pas à se faire le défenseur de la région dont le rôle est de «rassembler des départements complémentaires, les uns industriels, les autres touristiques...»

Si cette réforme a soulevé tant de passions dans la «classe politique», ce n'est pas seulement parce que c'est

l'occasion de se procurer une sinécure de plus. Il est vrai que tous les membres des conseils ont un beau tableau de chasse, comme J.P. Fisch, président du conseil économique des Pays de Loire, mais aussi président de la chambre de commerce du Mans, membre du conseil d'administration des Allocations Familiales, membre du conseil du centre universitaire du Mans, président de l'Institut des Etudes Générales Automobiles etc... Il y a bien plus gros là derrière.

La réforme a fait naître 2 conseils qui fonctionnent ensemble: le conseil régional et le conseil économique et social. Ce dernier est composé principalement de capitalistes, nommé par le gouvernement: 208 sièges et 9 présidences reviennent aux Chambres de Commerce et d'Industrie, bon nombre de présidences à des PDG de banques (Bourgoine: Charles de Lattrean, Bretagne: J. Rouyeron) ou à des présidents de Chambres d'Agriculture (Centre: Debatisse).

Le président de l'Association Permanente des Chambres de Commerce et d'Industrie, M. Paul Lambert, précise l'importance de ces conseils pour les capitalistes: «Les conseils économiques et sociaux sont une innovation fondamentale de la réforme... le moment est venu de déployer toutes les ressources que nous tirons des compétences que nous confèrent notre vocation à discuter

bitche, discussion sur le pétrole dans un café: un jeune algérien assassiné

Dans la nuit de samedi à dimanche 13 janvier, une nouvelle agression raciste s'est produite à Dole. Le 17 novembre, 10 jeunes travailleurs arabes avaient été tabassés par des racistes criant «au pétrole!». Cette fois, ce sont des travailleurs yougoslaves d'Idéal Standard qui ont été attaqués et un délégué CGT arabe a été blessé.

Le 15 janvier, à Bitche, un jeune travailleur algérien de 25 ans a été tué d'un coup de serpe par un bûcheron à la suite d'une discussion sur le prix du pétrole.

Une fois de plus, c'est la bourgeoisie qui est responsable. Quand ce n'est pas elle qui arme directement la main des criminels racistes, c'est elle qui, par une propagande plus ou moins voilée tendant à faire reporter sur les travailleurs immigrés la montée du chômage et du prix du pétrole, inspire les assassinats racistes.

Certes, actuellement, la bourgeoisie française fait une certaine publicité à des arrestations de racistes. En particulier, celle d'une dizaine de jeunes arrêtés à Lyon après la découverte du corps mutilé de Lahbib Backour, à St Genis-Laval, qui déclarent avoir décidé de «se venger systématiquement». 7 flics passent en jugement... 2 ans après avoir ratonné sauvagement et sans le moindre prétexte «officiel», sinon leur violence raciste dans un quartier immigré à Bagneux. Nous exigeons le châtiment impitoyable de ces coupables!

Ne nous faisons cependant aucune illusion sur les buts réels de la bourgeoisie: peut-être entend-elle par la publicité donnée à ces derniers faits donner des gages de bonne volonté au gouvernement algérien, au moment où elle entendait signer un accord sur le pétrole avec lui. Mais il ne s'agit certainement pas de rechercher et de punir les auteurs des crimes contre les travailleurs immigrés. Car où sont les criminels qui ont tué à Ivry, à Toulon, à Marseille? Ils sont toujours en liberté, prêts à d'autres crimes.

HALTE AUX CRIMES RACISTES! CHÂTIMENT DES COUPABLES!



passer vos commandes aux CACF, 10,2 rue Marceau Paris 16 eme

manifestation en france sauver salvador puig antich

La mobilisation en France durant la semaine pour sauver la tête de Salvador Puig Antich, condamné à mort par la dictature franquiste et pour dénoncer la complicité de l'impérialisme français a été importante cette semaine.

- A Toulouse, après une première manifestation le 11 janvier où les manifestants avaient attaqué les locaux de l'agence IBERIA, plus de 2000 personnes se sont regroupées le 15 janvier contre la répression en Espagne sous toutes ses formes: de la condamnation à mort de Puig Antich aux arrestations, tortures, emprisonnements et jugements sommaires de militants du PCE (m-l), du FRAP, de l'ETA et des commissions ouvrières. La manifestation a condamné aussi la complicité de l'impérialisme français avec Franco: expulsions, patrouilles en commun des polices française et espagnole, arrestations et déplacements des réfugiés basques en France. Cette complicité s'est manifestée par la présence des CRS devant le consulat d'Espagne et les affrontements violents qui ont suivi. Les manifestants, décidés à ne pas céder devant l'important dispositif policier ont riposté avec détermination.

- A Strasbourg, le 16 janvier, des antifranquistes ont occupé la résidence du consul d'Espagne. Les manifestants se sont opposés aux flics accourus

manifestation en france sauver salvador puig antich

pour le défendre.

- A Marseille, le 18 janvier à 9 h du matin, l'Office Espagnol du Tourisme a été envahi et saccagé.

- A Paris, plusieurs milliers de personnes ont défilé de République à Nation le 18 janvier.

- A Orléans, une manifestation a eu lieu le 19 janvier. En même temps qu'ils lançaient des mots d'ordre de soutien à Puig Antich, les marxistes-léninistes propagèrent les mots d'ordre du FRAP: «Vive la lutte antifasciste des peuples d'Espagne», «Vive l'Espagne populaire et fédérative», «Vive l'Espagne républicaine et populaire», «FRAP, FRAP, FRAP, guerre populaire». Le long du parcours, de nombreux travailleurs espagnols saluèrent le drapeau de la République espagnole. Par ces manifestations, la classe ouvrière de France, les Révolutionnaires et les progressistes ont montré qu'ils ne sont pas prêts à laisser se poursuivre sans réagir la répression yankee-franquiste et à laisser la bourgeoisie française participer à cette répression en France. Halte à la répression yankee-franquiste! Liberté et vie pour Salvador Puig Antich!

Franco, fasciste, assassin, Pompidou complice! Vive la lutte du peuple espagnol contre la dictature yankee-franquiste!

communiqué des comités indochine palestine

Les Comités Indochine Palestine constatent qu'à la Conférence de Genève:

- en échange de quelques kilomètres carré de désert, «Israël» obtient la sûre protection d'un rideau de casques bleus pour interdire à l'armée égyptienne de reprendre la guerre de Libération Nationale.

- «Israël» conserve en outre les puits de pétrole du Sinaï et les cois qui représentent une position stratégique plus forte que la ligne du canal de Suez.

- les deux super-puissances obtiennent la réouverture du canal de Suez dont l'Egypte avait proclamé qu'elle aurait pour condition l'évacuation totale des territoires

occupés depuis 1967.

- la Syrie reste seule en contact avec l'armée ennemie sans pouvoir espérer un soutien égyptien.

- le peuple palestinien, frustré de ses droits, ne recouvre encore aujourd'hui ni liberté d'action, ni un quelconque lambeau de territoire.

En conséquence: Les C.I.P. dénoncent avec force l'odieuse tragédie de Genève et la capitulation imposée à un peuple arabe par son gouvernement manœuvré par les superpuissances.

Vive l'Etat Palestinien Démocratique où les hommes de toutes origines vivront égaux!

Vive la guerre du Peuple au Moyen-Orient.

la sidérurgie, des ouvriers immigrés et beaucoup de jeunes.

Le gratin sioniste du coin: avocat à la cour, etc... était venu en nombre, plusieurs dizaines, mais, malgré de multiples tentatives ne réussit pas à perturber la réunion.

Après un message du Comité Palestine du LUXEMBOURG, lasalle suivit avec beaucoup d'attention et applaudit chaleureusement les témoignages de René RAINDORF et de l'envoyé spécial de Front Rouge au Moyen Orient, aux côtés des Palestiniens durant la guerre du 6 octobre.

Ce dernier rappela, faits à l'appui, comment les palestiniens sont aux prises d'abord avec «Israël», puis avec la réaction arabe, il insista sur l'aspect guerre populaire avec la participation de juifs à la lutte palestinienne.

René RAINDORF, juif anti-sioniste, ancien Résistant déporté à AUSCHWITZ et MATTHAUSEN. dirigeant des comités Palestine de Belgique dénonça vigoureusement le sionisme comme instrument de l'impérialisme et expliqua l'objectif de la lutte des Palestiniens: un Etat démocratique et laïc. Il rappela

les u.s.a. et l' u.r.s.s. entendent tirer profit de la réouverture du canal de suez

L'accord signé vendredi entre les chefs d'Etat-Major égyptien et israélien ne fait pas avancer d'un pouce la paix au Moyen Orient, cet accord ne change rien aux causes du conflit.

Aux termes de l'accord, les forces militaires de l'Etat d'Israël se retireront à 30km, à l'Est du canal de Suez, dans le Sinaï occupé depuis 1967; les forces débarquées en octobre, dans la poche du déversoir abandonneront la rive ouest du canal. Ce retrait des forces de l'Etat expansionniste d'Israël n'aurait pas lieu aujourd'hui si les armées arabes ne leur avaient infligé en octobre des revers militaires importants et détruit ainsi le mythe de l'invincibilité d'Israël.

Mais, l'accord réalisé crée une situation dangereuse pour la poursuite de la lutte de libération du peuple égyptien et des autres peuples arabes. Patronné directement par l'impérialisme américain, avec le secrétaire d'Etat Kissinger, l'accord prévoit que les cols de MITLA et CIDI, positions-clés dans le Sinaï, resteront aux mains des «israéliens». Entre les lignes égyptiennes et israéliennes sur le Sinaï, stationneront les troupes de l'ONU: dès cette semaine, 7 000 hommes seront à pied d'œuvre. Leur rôle sera d'empêcher toute nouvelle action militaire de l'Egypte pour libérer la totalité du Sinaï.

Il n'y a dans l'accord aucun engagement selon lequel Israël libérerait la totalité du Sinaï: il n'y a dans cet accord aucun engagement d'aucune des deux parties concernant la forme que prendra l'accord final de paix», précise Ygal ALLON.

A y regarder de près, l'accord passé entre les dirigeants égyptiens et les dirigeants de l'Etat sioniste, correspond point par point au projet avancé par MOSHE DAYAN lui-même dès 1971, avec l'accord des américains. Face au développement de la Résistance Palestinienne et de la guerre d'usure le long du canal de Suez, l'impérialisme US eut en effet recours, à partir de 70 à la fois aux massacres en Jordanie et à certains projets de concessions partielles. DAYAN, dans une réunion du Front travailliste (MAPAM) à la Knesset obligé d'envisager certaines concessions prévoyait un accord intermédiaire incluant un retrait des forces armées israéliennes de la rive du canal de Suez. Avec cet accord, «l'ouverture du canal, la reconstruction des villes égyptiennes longeant le canal, détruites lors de la guerre d'usure, ainsi que le retour de leurs habitants, affaibliront la pression sur Israël et bloqueront une éventuelle reprise des hostilités du côté égyptien dans un proche avenir, tout en maintenant Israël dans la majeure

territoires occupés: la voie ferrée Jérusalem-Tel Aviv bloquée une journée par les fedayin.

En Palestine occupée, la Résistance des masses contre l'occupant continue. Pour tenter de la briser, les sionistes ont toujours recouru aux mêmes méthodes que les fascistes: ils ont arrêté de nombreux palestiniens à Jérusalem, Naplouse et Sasad, parce qu'ils refusaient de travailler dans les entreprises israéliennes. Près de Naplouse, dans le village de Damun, 3 maisons ont été dynamitées et 4 dans le village de Djamaïn. Leurs habitants, accusés de soutenir la Résistance, ont été arrêtés.

Cette répression fasciste ne peut empêcher le développement de la Résistance dans les territoires occupés, au cœur même d'Israël. Les fedayin ont fait sauter, le 10 janvier, le cabaret Damit à Tel Aviv. Ils ont également saboté la voie ferrée Jérusalem Tel Aviv au niveau du village de Barghayoura. L'effondrement de terrain provoqué par l'explosion a entraîné l'arrêt de la circulation des trains durant toute la journée.

PALESTINE VAINCRA!



qu'aujourd'hui, pour la première fois, les juifs anti-sionistes s'organisent dans le monde pour combattre l'idéologie sioniste: par milliers aux USA, par centaines en Europe occidentale). Les arguments des sionistes de la salle: «La Résistance Palestinienne, c'est le terrorisme et les détournement d'avions», «l'Etat Palestinien démocratique n'est qu'un slogan démagogique», etc... furent démontés point par point.

Plusieurs personnes intervinrent encore pour soutenir la cause palestinienne dont un étudiant palestinien et un camarade de «Front Rouge» qui s'adressa aux sionistes: «L'impérialisme ne s'intéresse à vous que parce que vous lui servez d'instrument pour défendre ses intérêts tels que le pétrole au Moyen-Orient». L'argument fut très bien accueilli par la salle.

La réunion se termina par une collecte pour le Croissant Rouge Palestinien. Dans cette réunion, qui a connu la plus grande affluence de toutes les réunions politiques à Thionville ces dernières années, les idées en faveur de la Palestine ont progressé.

procès bouchiki en suède: des preuves qui dévoilent la complicité de la police française avec les assassins d'hamchari

En ce moment se déroule à Oslo le procès de 6 membres d'un commando israélien arrêté après l'assassinat d'Ahmed Bouchiki, en juillet dernier. L'enquête a montré que ces assassins appartenaient au Mossad, service d'espionnage israélien, et qu'ils travaillaient directement en relation avec les ambassades sionistes: 2 des inculpés ont été arrêtés au domicile de l'attaché à la sécurité de l'ambassade israélienne d'Oslo, 3 des accusés ont travaillé à l'ambassade d'Israël à Paris, l'un d'entre eux a proposé, lors de son arrestation de régler l'affaire sans esclandre par le canal téléphonique. La radio israélienne n'a pas démenti au contraire: le procès d'Oslo est apparemment dû au fait que les accusés ont tenté d'empêcher la diffusion du terrorisme sur une grande échelle dans les pays scandinaves. Ils tentaient probablement de faire ce que les polices européennes n'ont pas fait au cours des 6 dernières années: lutter contre la vague croissante de terreur. L'enquête a précisément montré que cette bande a trempé dans les assassinats de Wall Zouayter, à Rome en octobre 72, de Mahmoud Hamchari à Paris en décembre 72, ils étaient aussi à Chypre au moment de l'assassinat du représentant de l'OLP.

Les dispositions de 7 appartements à Paris. Pourtant la police française n'a jamais retrouvé les assassins de Mahmoud, de Basil El-Koubassi, ni de Mohammed Boudia. Ce n'étaient pourtant pas les éléments qui manquaient (voir FR 99). La radio israélienne accuse les polices européennes de ne pas lutter assez efficacement contre les palestiniens, alors qu'elles couvrent, en France par exemple, les tueurs sionistes.

CHÂTIMENT DES COUPABLES!

A BAS LA COMPLICITÉ DE LA POLICE FRANÇAISE!

HALTE AUX CRIMES SIONISTES

violentes manifesta- tions contre l'impé- rialisme japonais à djakarta et bangkok



manifestants indonésiens contre Tanaka à Djakarta

Pendant une semaine, de Bangkok à Kuala-Lumpur, et surtout à Djakarta, le premier ministre japonais s'est fait huer par des centaines de milliers de manifestants.

A Djakarta, le 15 janvier, des dizaines de milliers d'Indonésiens ont manifesté contre l'impérialisme japonais. Plusieurs officines japonaises et bâtiments officiels indonésiens ont été incendiés, dont l'Office National du Pétrole. C'est la première fois depuis l'instauration de la terreur fasciste en Indonésie, que des manifestations d'une telle ampleur ont lieu avec également pour cible la clique Suharto. Le million de communistes et patriotes assassinés, les tortures, les camps de concentration, tout cela n'a pas empêché le peuple indonésien de reprendre aujourd'hui la lutte.

Ces manifestations ont un rapport direct avec la crise que connaît actuellement l'impérialisme japonais, comme tous les impérialismes, crise de l'énergie, mais surtout crise de surproduction. Depuis longtemps déjà, l'impérialisme japonais s'impose en Asie du Sud-Est : il y prend la relève de l'impérialisme US, chassé de toute part. L'Asie du Sud Est constitue pour le Japon une source de matières premières, cuivre, bauxite, pétrole (15% du pétrole japonais vient d'Indonésie); c'est en même temps, un débouché pour les produits manufacturés japonais (23% des achats de ces pays viennent du Japon). Cette situation met certains pays de l'Asie

du Sud-Est dans un état de dépendance à l'égard du Japon : 80% de la production pétrolière indonésienne est destinée au Japon ! Or, le Japon, vient de prendre une série de mesures pour surmonter la crise : réduction de 15% de la consommation énergétique des entreprises industrielles, investissements à l'étranger limités au seul développement des ressources utilisables par l'industrie japonaise, limitation des importations, etc... Ces mesures sont lourdes de conséquence pour les pays de l'Asie du Sud-Est.

L'impérialisme japonais va redoubler d'efforts pour tenter d'écouler dans les pays du Sud-Est asiatique ses marchandises en surplus et piller encore plus leur pétrole et leurs matières premières. C'est dans cette optique que Tanaka avait décidé un voyage en Thaïlande, en Malaisie et en Indonésie, les poches bourrées de projets d'investissements en vue de développer l'exploitation du pétrole.

C'est ainsi que Tanaka a signé, en Indonésie, un accord prévoyant la construction d'un vaste complexe pétrolier comportant une raffinerie et le plus gros dépôt de stockage du monde. Apparemment, ces projets n'ont pas été au goût des peuples de ces pays qui se sont soulevés contre l'appétit de plus en plus féroce, de la mainmise de plus en plus étendue de l'impérialisme japonais sur leurs pays. Les manifestations de Bangkok, Kuala Lumpur et Djakarta en sont la preuve.

hors des îles chinoises, l'impérialisme u.s. et son fantoche thieu

La République Populaire de Chine vient de s'opposer violemment à l'occupation d'une partie de son territoire, les îles Nansha, Chungsha, Hsisha et Nanwei, par le fantoche saïgonnais Thieu. Une flotte de navires de guerre chinois, dépêchés sur les lieux a libéré les îles après une violente bataille navale, au cours de laquelle plusieurs bâtiments saïgonnais ont été coulés.

Les fantoches saïgonnais s'apprêtaient à vendre cette partie du territoire chinois aux impérialistes américains. En effet, Saïgon vient de céder aux trusts US des concessions de recherche et d'exploitation pétrolière dans cette partie de la Mer de Chine. Sans l'intervention de la marine chinoise, les impérialistes seraient bientôt installés dans ces îles pour piller le pétrole qui contient leurs eaux territoriales. Les impérialistes auraient également pu utiliser ces îles comme bases stratégiques pour contrôler la route maritime de la mer de Chine, ou pour installer, comme ils avaient déjà commencé à le faire, des radars et du matériel de contrôle militaire servant à la guerre contre les peuples d'Indochine.

La Chine Populaire ne cédera pas un pouce de son terrain aux impérialistes et à leurs valets.

PETROLE: PRESSIONS U.S. POUR UN FRONT COMMUN DES IMPERIALISMES CONSOMMATEURS

LA POLITIQUE US, MENACES CONTRE LES PAYS PRODUCTEURS...

La dernière réunion du FMI à Rome, la semaine dernière, a été une nouvelle occasion pour l'impérialisme US de proférer des menaces contre les pays producteurs de pétrole; Schultz, ministre du Trésor US, a affirmé, en parlant du prix du pétrole: « nous devons être réalistes et reconnaître que le problème présent est littéralement insupportable pour beaucoup de pays. Les pays producteurs doivent reconnaître ce simple fait et coopérer avec le reste du monde en ramenant l'importance du problème financier à des proportions supportables », et il réclame que le prix du brut redescende de 7 dollars le baril à 5.

C'est une nouvelle fois l'aveu que l'impérialisme US est effectivement frappé par les mesures d'embargo et de hausse du pétrole lancées par les pays arabes. Cette dernière semaine, les importations de produits pétroliers des USA, qui étaient restées à peu près stables depuis le début de la crise ont baissé de près de 30%, moins de 5 millions de barils par jour. Cela prouve que, si les trusts pétroliers US avaient pu provisoirement limiter les effets de la pénurie aux USA en détournant des quantités de pétrole frappées par l'embargo et destinées au Japon ou à des pays européens, ils n'en sont aujourd'hui plus capables.

ET PRESSIONS SUR LES IMPERIALISMES CONCURRENTS

Ces menaces contre les pays producteurs s'intègrent dans la politique d'ensemble que suit aujourd'hui l'impérialisme US dans la crise de l'énergie. Il faut ici les rapprocher d'une part des dernières propositions de Kissinger de réunir à Washington les pays grands consommateurs de pétrole (européens et Japonais) et d'autre part de toute la conduite de l'impérialisme US depuis le début de l'embargo décidé en Octobre par les pays arabes. C'est aujourd'hui que les menaces se font le plus fortement sentir alors que pendant des mois Washington n'a au niveau des déclarations officielles nullement protesté: on sait que les compagnies US ont pendant cette période grassement profité de la situation en empochant des profits exorbitants, on sait que la baisse de l'approvisionnement a pendant cette période frappé surtout les pays européens et japonais, on sait que les hausses répétées du prix du pétrole par les pays producteurs et les compagnies contribuent surtout à détériorer la balance des paiements des mêmes pays européens et japonais, ce qui s'est traduit par la hausse, relative, du dollar pendant toute la dernière période au point qu'il est coté plus haut qu'avant la dévaluation de 71... Tous ces avantages réalisés au dernier trimestre 73 par l'impérialisme US n'ont pas été contrecarrés très efficacement par les pays capitalistes d'Europe ou le Japon. La position de l'impérialisme français de négocier des contrats directs avec les pays producteurs a certes fait école: le Japon, vient de conclure avec l'Irak un contrat d'un milliard de dollars, et la tournée de Tanaka en Indonésie lui a permis de conclure aussi des contrats avantageux pour l'approvisionnement

en produits pétroliers. Mais ces accords, s'ils peuvent garantir à l'Europe et au Japon des sources d'approvisionnement stables, s'ils permettent aussi à ces pays de supprimer l'intermédiaire des trusts pétroliers US, ils ne concernent en rien le prix du pétrole vendu, ils ne prémunissent en rien ces pays de nouvelles hausses, d'un déficit accru de leur balance commerciale. Et c'est bien sur ce besoin commun des pays impérialistes de ne pas laisser leurs devises s'enfuir vers les pays producteurs de pétrole, que table aujourd'hui l'impérialisme US en appelant à constituer un front des pays consommateurs sous sa direction. Les menaces très réelles de l'impérialisme US aux pays arabes, n'ont pas, semble-t-il pour objet immédiat et essentiel de préparer une agression contre ces pays pour prendre possession de puits, avec tout ce que cela implique: affronter la résistance ouverte des peuples arabes, les souder, développer à un niveau aigu les contradictions avec le social-impérialisme... Ce que vise Schultz en réclamant la baisse du brut de 2 dollars par baril, c'est surtout convaincre les pays européens et le Japon que cette baisse peut-être acquise par la constitution de ce front commun des pays consommateurs. Du point de vue US, un tel front réduisant la possibilité des pays producteurs de jouer sur les contradictions inter-impérialistes, permettrait non seulement de «renégocier» sur une position de force le prix du pétrole brut, mais aussi la répartition des richesses pétrolières des pays arabes.

LA POSITION DE L'IMPERIALISME FRANCAIS.

Une des conséquences de ces propositions US, c'est avant tout d'aggraver les contradictions entre les impérialismes européens: la France, l'Allemagne, l'Angleterre n'ont pas adopté une position commune sur la convocation de cette réunion. L'Allemagne appuie les positions US, l'Angleterre a annoncé qu'elle y participerait, tandis que la France réserve toujours sa réponse. L'impérialisme français est forcé de constater que la négociation des contrats avec l'Arabie Saoudite, que la taxe de 6 F par tonne fixée par le ministre des finances sur le pétrole des compagnies, ne permettent pas pour autant (surtout avec la dévaluation de fait du Franc) de réduire beaucoup la fuite de devises. Le gouvernement a depuis plusieurs semaines pris le contrepied des propositions US sur «les groupes d'action de l'énergie», sur le front des pays consommateurs sans réussir à entraîner ses collègues européens. Aujourd'hui les propositions, faites par Jobert, de régler cette question de l'énergie par une conférence mondiale, réunissant pays consommateurs et pays producteurs, vise à éviter la main-mise de l'économie US sur la direction des négociations.

Dans la situation actuelle, l'impérialisme français tente de faire payer les méfaits de sa politique énergétique aux travailleurs. L'abandon progressif des mines de charbon, le refus de mettre en valeur des gisements d'uranium, et le retard pris par l'application «civile» de

l'énergie nucléaire, toutes ces décisions ont été motivées par la possibilité pour l'impérialisme de profiter de sources d'énergie bien moins chères en pillant le pétrole des pays arabes, en le payant à un prix dérisoire. Un des résultats c'est qu'aujourd'hui, avec l'embargo décidé par ces pays, l'impérialisme français achète le pétrole au prix fort, et veut le faire payer aux travailleurs. C'est ainsi que la France est aujourd'hui contrainte d'acheter du pétrole sur le marché iranien aux enchères, à des prix excédant le double du prix du baril de brut réclamé par l'OPEP, puisqu'aux enchères, il a monté jusqu'à 19 dollars le baril dernièrement. Avec les profits qu'il réalise ainsi, l'Iran renforce son armée, tisse une collaboration militaire très développée avec l'impérialisme US (achats d'avions militaires ultra-modernes made in USA, participation aux frais de la recherche militaire US). L'Iran est ainsi dans le Golfe Persique la plus importante puissance militaire qui n'hésite pas à aggraver les peuples de cette région, occupant 2 îles du détroit d'Hormuz, participant activement à la répression de la lutte armée populaire au Dhofar, à Oman et Mascate.

LA POLITIQUE ENERGETIQUE DE LA FRANCE SOCIALISTE

Notre pays après l'accomplissement de la Révolution devra promouvoir une réelle politique d'indépendance nationale pour nos ressources énergétiques.

Utiliser d'abord les ressources énergétiques dont nous disposons, les mettre en valeur, même si le coût de production dépasse celui pratiqué par les pays soumis au marchandage impérialiste. C'est ainsi qu'il faudra remettre en état les mines de charbon fermées petit à petit par la bourgeoisie depuis 15 ans parce que pas assez rentables (et l'on fait venir du charbon des USA !) Les travailleurs savent bien que des gisements ont été abandonnés parce que pas assez rentables pour les capitalistes, parce que les veines n'étaient pas assez riches... De même il faudra organiser systématiquement la prospection du pétrole, de l'uranium, exploiter ce que l'on sait existe déjà (dans le bassin parisien, dans la mer du Nord par exemple). La France socialiste pourra aussi recourir à des échanges avec d'autres pays, mais en aucun cas cette source d'approvisionnement ne saurait avoir une place déterminante dans notre approvisionnement global: cet approvisionnement auprès d'un autre pays ne se fera pas sur la base d'un échange inégal, mais sur la base de l'avantage réciproque.

Aujourd'hui, la seule solution que peut envisager la bourgeoisie pour faire face à la crise, c'est de la faire payer aux travailleurs. Nous devons y riposter, profiter de la situation difficile ou la bourgeoisie est plongée du fait des revendications des pays arabes. Unissons nos forces aux pays opprimés pour aggraver la position de l'impérialisme.

Refusons de faire les frais de la crise. A LA BOURGEOISIE DE PAYER SA CRISE.

A L'ACTION POUR NOS REVENDICATIONS